

A première vue, le paysage économique actuel est satisfaisant. La croissance économique mondiale repart, le G20 trouve son rythme de croisière, la régulation des banques avance y compris aux Etats-Unis, le Fonds monétaire international a retrouvé une crédibilité mondiale et, finalement, seul un petit pays connaît des fins de mois vraiment difficiles : la Grèce.

Malheureusement, cette lecture optimiste n'est pas de mise, bien au contraire. Un an et demi après le « septembre noir » de l'économie mondiale, celle-ci est loin d'être tirée d'affaire. Si les pays émergents échappent à la crise – le Salon automobile qui se tient actuellement à Pékin le montre –, les pays du G7, notamment les Européens, n'ont pas fait le travail nécessaire, ni pour réguler la sphère financière ni pour éviter

une nouvelle crise majeure. La situation de la Grèce le prouve.

A cause du soutien européen plus que mesuré à Athènes, la Grèce se retrouve dans une situation que l'on pensait inimaginable au

Editorial

sein de la zone euro. Les marchés peuvent se tromper, mais le fait est là : ils considèrent désormais ce pays comme l'un des plus risqués au monde. Pire que l'Ukraine. Seuls l'Argentine, le Venezuela et le Pakistan sont encore plus mal notés. On peut certes, comme les Allemands, estimer que les Grecs paient aujourd'hui leurs mensonges d'hier, mais là n'est plus la question. Ce pays est en train de faire chuter l'euro et les craintes qu'il inspire gagnent à nouveau les autres pays du bassin

méditerranéen et le Portugal. L'accord conclu à la fin du mois de mars entre les pays européens et le Fonds monétaire international pour venir au secours de la Grèce est manifestement insuffisant : les dirigeants de l'euro-zone doivent en titrer les conséquences.

En matière de régulation financière, le défi est le même. Nul ne sait plus très bien s'il s'agit de punir les banques en les taxant ou si l'objectif essentiel des mesures prises par les gouvernements est de prévenir la prochaine crise. Du coup, le chacun pour soi domine. L'Allemagne a, en début de mois, décidé de taxer les banques à hauteur, apparemment, de 1 milliard d'euros. Les Français et les Britanniques ont, eux, privilégié les taxes sur les rémunérations excessives. Barack Obama va, lui, tenter la semaine prochaine, de faire voter une loi limitant la

taille des banques. Comme l'a résumé Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, avant la réunion des ministres des finances du G20, vendredi 23 avril, « il y a de nombreux domaines, concernant les agences de notation, les transactions de gré à gré, les fonds spéculatifs et d'autres problèmes où ce qui est déjà annoncé, sinon mis en œuvre par les Etats-Unis, les Européens, les Japonais ou d'autres est tout simplement incohérent ».

Le prochain sommet du G20 se tiendra au Canada dans deux mois. Un laps de temps sans doute trop court pour permettre aux dirigeants d'aplanir leurs divergences, mais assez long pour aggraver la situation des pays les plus fragiles. C'est maintenant que se joue véritablement l'avenir de la régulation mondiale. Il n'est pas interdit d'être pessimiste. ■

A nos lecteurs

Comme tous les lecteurs de la presse nationale, vous avez été privés de votre quotidien deux jours de suite, en raison d'une grève de la CGT du Livre touchant le réseau de distribution Presstalis et les imprimeries. Nous vous présentons nos excuses, ainsi qu'à nos diffuseurs, pour ces absences indépendantes de notre volonté. *Le Monde* déplore ces actions qui ne peuvent qu'affaiblir encore le secteur de la presse écrite et mettre en péril son avenir. ■ E.F.

Le regard de Plantu

Le premier ministre belge jette l'éponge

